

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Une autorité sri-lankaise reçue à la Primature

IL s'agit de Velupillai Kananathan, Haut-Commissaire du Sri Lanka à Nairobi (Kenya) et Envoyé spécial du président sri-lankais pour l'Afrique. Ce dernier a échangé, hier, avec la cheffe du gouvernement, Rose Christiane Ossouka Raponda.



Photo: DR

Velupillai Kananathan remettant un message à Rose Christiane Ossouka Raponda.

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

LA Première ministre, Rose-Christiane Ossouka-Raponda a reçu hier, à son cabinet de travail, l'Envoyé spécial du président de la République du Sri Lanka en Afrique, Velupillai Kananathan, par ailleurs Haut-Commissaire de son pays à Nairobi au Kenya. C'est le ministre gabonais des Affaires étrangères, Pacôme Moubelet Boubeya, qui l'a introduit à la Primature.

Dans leurs échanges, la cheffe du

gouvernement et son hôte ont abordé les questions d'actualité internationale et régionale. Tout comme ils ont évoqué des sujets liés à la volonté des deux parties de renforcer leur coopération bilatérale. Une coopération que les autorités gabonaises et sri-lankaises veulent multisectorielle. Au terme de son séjour, Velupillai Kananathan s'est dit satisfait de l'accueil à lui réservé par le gouvernement gabonais dans son pays.

Soulignons que le Sri Lanka est un pays insulaire d'Asie du sud-ouest couvrant une superficie de 65 610 km². Il est situé au sud de

l'Inde dans l'Océan Indien. Peuplé de près de 22 millions d'âmes, il a pour principales villes Colombo et Sri Jayawardenapura Kotte. Il est actuellement dirigé par Gotabaya Rajapaksa (président de la République).

Malgré un secteur touristique de plus en plus développé, le Sri Lanka reste d'abord un pays agricole. Avec notamment, de grandes plantations de thé, de caoutchouc, de noix de coco, etc. C'est également un grand pays producteur et exportateur de riz. La pêche fait également partie des principales activités économiques.

Après l'échec du PDG aux sénatoriales : les militants de Malinga plus que déboussolés



Photo: DR

Les militants PDG de la Louetsi-Bibaka attendent une réaction des instances supérieures de leur parti.

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

APRÈS la douche froide des sénatoriales, les militants du Parti démocratique gabonais (PDG) du département de la Louetsi-Bibaka et de la commune de Malinga attendent, des instances supérieures de leur formation politique, une réaction à la hauteur de la déconvenue qu'ils ont subie samedi dernier et de la perte d'influence, sans cesse croissante, du PDG dans leur localité. Tant ils sont déboussolés et désarçonnés.

Une situation qui, à les entendre, ne serait que la conséquence logique des "guéguerres de leadership et de la politique d'exclusion pratiquée par certains cadres PDG de leur contrée". Et selon eux, le pire aurait été atteint le 6 février dernier, jour du second tour des sénatoriales. Ce, d'autant plus que la gestion de la campagne électorale aurait été des plus opaques et confuses avec la mise à l'écart des responsables

locaux du parti, la mauvaise gestion des conseillers municipaux et départementaux constituant le collège électoral, l'opacité dans l'utilisation des fonds, etc. Bref, ce climat, on ne peut plus malheureusement, n'aurait pas du tout favorisé le candidat PDG. Toute chose qui, en réalité, selon les uns et les autres, ne traduirait que "l'individualisme et l'égoïsme du membre du Bureau politique". Quoiqu'il en soit, la réalité s'impose d'elle-même : le PDG se porte mal dans la Louetsi-Bibaka. Et tout naturellement, les responsables de cet état de fait, selon les militants, se doivent d'assumer toutes les conséquences qui en découlent. D'autant plus que, selon eux, ils privilégieraient leurs intérêts au détriment de ceux de leur parti.

Bref, à leurs yeux, laisser perdurer une telle ambiance ne conduirait qu'à envenimer et entretenir les divisions au sein du PDG à Malinga et dans le département de la Louetsi-Bibaka. Ce qui n'est pas de bon augure, dans la perspective de 2023.

Tribune des partis politiques

La victoire et après ?

APRÈS l'euphorie née de l'élection de quatre représentants au Palais Omar-Bongo-Ondimba, entendez par là le Sénat, les yeux sont rivés sur l'écurie politique de Guy Nzouba-Nadama, "Les Démocrates" (LD).

Moult observateurs et autres analystes s'accordent d'ailleurs à reconnaître que pour un coup d'essai, ça a été un coup de maître. En effet, après l'Assemblée nationale voilà que LD, une jeune formation politique, obtient une moisson honorable aux dernières élections sénatoriales. De quoi donner des idées au "démocrate en chef", à deux ans de l'élection présidentielle. Une ambition somme toute légitime vu que toute formation politique aspire à accéder au pouvoir, mieux à la magistrature suprême.

Maintenant que LD – tout comme le Parti social démocrate (PSD) – est présent dans les deux Chambres du Parlement, les attentes de leurs militants réciproques sont grandes. Les sénateurs de LD, minoritaires au Sénat, vont-ils examiner les textes avec la même minutie, le même soin, que leurs amis à l'Assemblée nationale, au sein du groupe parlementaire LD, que préside Davain Akoure? Ou au contraire vont-ils croiser les bras et jouir pleinement des avantages liés à leur nouveau statut de sénateur, en oubliant le passé?

Remporter une élection, fut-elle sénatoriale, est certes une chose, marquer son passage au Parlement en est une autre. Surtout que rien ne garantit aux nouveaux

parlementaires issus des rangs de LD de rempiler. Sans être démiurge, on peut affirmer sans ambages qu'aux prochaines élections législatives et sénatoriales, le "parti de masse" fera tout pour récupérer les bastions passés désormais dans l'escarcelle de LD.

Un objectif qui sera facilité ou pas par l'attitude des pouvoirs de Guy Nzouba-Nadama. Et ce, tant au Sénat qu'envers les populations. Lesquelles ont concouru, d'une façon ou d'une autre, à leur élection au Sénat notamment. Comme dit l'adage, "c'est au pied du mur qu'on juge le maçon". Les sénateurs de LD sont donc attendus...

Yannick Franz IGOHO